



REVUE DE PRESSE

Yves Bertoncini dans les médias

Secrétaire Général de Notre Europe

2011



Contact presse : Mme Stéphanie Baz, sbaz@notre-europe.eu, 00 33 1 44 58 97 84

Revue de presse réalisée avec l'aide de Margaux Brousse

Sommaire

Communiqué de presse : Yves Bertoncini Secrétaire Général de Notre Europe	5
Février 2011	
<i>Actupolitique.net, 10/02/2011.....</i>	7
<i>La Lettre A, 11/02/2011</i>	8
Mars 2011	
<i>L'Europe à la une, « La nouvelle équipe de Notre Europe », 31/03/11</i>	10
Avril 2011	
<i>Bulletin quotidien, 01/04/11</i>	14
<i>Mouvement européen, 01/04/11</i>	15
<i>Europolitics, 08/04/11</i>	16
<i>Think Twice, 10/04/11</i>	17
<i>Etudes européennes, 11/04/11</i>	18
<i>France 24 English, émission Debate,24/04/11.....</i>	19
Mai 2011	
<i>Secteur Public, 03/05/11</i>	21
Juin 2011	
<i>Public Service Europe, « The search for Europe's new frontier" 01/06/11</i>	24
<i>Le Temps, « l'UE au défi des Printemps arabes », 08/06/11</i>	27
<i>European Voice, « A vision for our Arab Neighbours » 09/06/11</i>	29
<i>RFI, interview sur la politique d'élargissement, 10/06/11.....</i>	31
<i>Le Figaro, "L'Europe au défi des printemps arabes », 14/06/11</i>	32
<i>Euractiv.fr, portrait, 28/16/11.....</i>	33
Juillet 2011	
<i>RFI, « Europe : y a-t-il un égoïsme allemand ? », 04/07/11</i>	36
<i>El Mundo, « La UE ante el desafio de la primavera arabe », 11/07/11.....</i>	37
<i>New Zealand Herald Tribune, "EU hopes for Arab Spring Fading", 16/06/11.....</i>	39

<i>Le Monde</i> , « Une vision claire pour l'euro afin qu'il sorte renforcé de cette crise », 15/07/11	41
<i>Les Echos</i> , "Crise: des ex-dirigeants européens appellent à une vision claire pour l'euro", 15/07/11	43
<i>France 5</i> , C dans l'air, « Angela et Sarko ont-ils sauvé l'euro ? », 20/07/11	44
<i>RMC</i> , à propos de la crise de l'euro, 21/07/11	46
Août 2011	
Euractiv Serbie: L'euro et les crises.....	47
Septembre 2011	
<i>BBC Radio 4</i> , <i>News Today</i>	50
<i>France 24 English</i> , émission Debate, « Who can save Europe? », 23/09/11	51
<i>La Croix</i> , « Un fils fondateur », 29/09/11	52
Octobre 2011	
<i>Jeunes Fédéralistes allemands</i> , Jobportrait, 13/10/11.....	54
<i>Génération 112</i> , "Que les langues se délient", 16/10/11	56
<i>France Culture</i> , Du grain à moudre, 17/10/11	63
<i>Libération</i> , « Leur nom est bonds, eurobonds », 18/10/11	64
<i>The Guardian</i> , "Europe must use bonds to fight the debt crisis on two fronts".....	65
Novembre 2011	
<i>La Libre Belgique</i> , « Merkozy, duo gagnant pour l'Europe ? », 05/11/11.....	69
<i>France 24</i> , JT, 12/11/2011.....	70
<i>France 24 English</i> , Debate, « Eurozone debt crisis: heading towards a German Europe ? » 16/11	71
<i>Publico</i> , 20/11/11	72
<i>Handesblatt</i> 21/11/11	73
<i>Le Figaro</i> 22/11/11	74
<i>Le Temps</i> 22/11/11	75
<i>La Repubblica</i> 24/11/11	78
<i>Ouest France</i>	79
<i>The Independent</i> 25/11/11	82

New Europe 83

Phylelesteros (journal chypriote).....86

Décembre 2011

BBC,The world tonight, 02/12/11 88

Financial Observer – Pologne, 21/12/11 89

COMMUNIQUE DE PRESSE

Yves Bertoncini, nouveau Secrétaire Général de Notre Europe



Nous avons le plaisir d'annoncer qu'**Yves Bertoncini a été nommé Secrétaire Général de Notre Europe**, think tank fondé par Jacques Delors en 1996. Il prendra officiellement ses nouvelles fonctions au début du mois d'avril 2011.

Yves Bertoncini, 41 ans, est **administrateur de la Commission européenne**. Il était jusqu'à lors conseiller auprès du **Secrétaire général des Affaires européennes**, chargé de la réforme du SGAE et des secteurs Parlement européen, Présence et influence françaises, et Prospective-coordination .

Il a été précédemment chargé de mission « Europe et stratégie de Lisbonne » au **Centre d'analyse stratégique** entre 2006 et 2009 et responsable des Affaires internationales de la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA) entre 2002 et 2005. Il a également travaillé à deux reprises pour le **Ministère des Affaires étrangères et européennes**, pour l'organisation du « dialogue national pour l'Europe » (1995-1997) et à l'ambassade de France à Alger (1992-1993).

Yves Bertoncini enseigne les questions européennes à **l'IEP Paris** et au **Corps des Mines** (Mines Paris Tech) et a enseigné à l'Ecole nationale d'administration (2007-2009). Il a publié de nombreux **articles et ouvrages** relatifs à la construction européenne, notamment « *Europe : le temps des fils fondateurs* » (Michalon ; 2005), « *Les interventions de l'UE au niveau national : quel impact ?* » (Notre Europe ; 2009) et « *Politique européenne : Etats, pouvoirs et citoyens de l'UE* » (Sciences-Po et Dalloz ; 2010).

Yves Bertoncini est diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble et du Collège d'Europe à Bruges. Il a également étudié à l'IEP Paris et à l'Université de Californie à Berkeley.

Yves Bertoncini succède à Gaëtane Ricard-Nihoul, Secrétaire Générale de Notre Europe depuis 2004, qui a rejoint la Représentation de la Commission Européenne à Paris.

Notre Europe a aussi le plaisir d'annoncer la nomination de son nouveau Président, Monsieur Antonio Vitorino, qui prendra ses fonctions officiellement en juin 2011.

Pour plus d'informations : www.notre-europe.eu

Contact Presse :

Mlle Stéphanie Baz, sbaz@notre-europe.eu, 00 33 1 44 58 97 84

Février 2011



Recherche Google :

Yves Bertoncini

Yves Bertoncini LalettreA.fr (Abonnement) Yves Bertoncini, 40 ans, deviendra secrétaire général de Notre Europe, le think-tank fondé par Jacques Delors , en avril. Il succède à Gaëtane Ricard-Nihoul, ...

En savoir plus :
Jacques Delors

Source : [LalettreA.fr \(Abonnement\)](#)

Origine de l'actualité : presse

Actualité publiée à 10h58, le jeudi 10 février 2011

MOUVEMENTS

LA LETTRE A N°1487 - 11/02/2011

Yves Bertoncini

Yves Bertoncini, 40 ans, deviendra secrétaire général de **Notre Europe**, le think-tank fondé par **Jacques Delors**, en avril. Il succède à **Gaëtane Ricard-Nihoul**, partie au bureau de la Commission européenne le 1er février. Conseiller auprès du **Secrétariat général des affaires européennes** (SGAE), Yves Bertoncini a été chargé de mission au **Centre d'analyse stratégique** de 2006 à 2009. Auparavant, il avait été responsable des affaires internationales de la **Fédération française des sociétés d'assurances** (FFSA).

Mars 2011



Site : L'Europe à la Une

A l'image du monde, l'Union européenne est en perpétuelle mutation : rapports de force fluctuants, évolution du cadre institutionnel européen (Traité de Lisbonne), multiplicité des acteurs, accroissement du volume des décisions européennes...

Ces décisions* sont le premier impact sur votre activité : **80 % de la législation nationale est la transposition de textes européens**. En tant qu'acteurs économiques et sociaux, il est donc essentiel pour vous de connaître le cadre européen.

Dans ce contexte, votre organisation peut avoir besoin d'un expert pour appréhender cette dimension.

L'Europe à la Une® est un **cabinet de conseil, indépendant, spécialisé en affaires européennes, basé à Paris**. Notre raison d'être est de permettre aux responsables d'entreprises, d'organisations professionnelles, de pouvoirs publics de maîtriser la dimension européenne dans leurs secteurs d'activités.

Jeudi 31 mars 2011

La nouvelle équipe de Notre Europe

António Vitorino

Nouveau Président de Notre Europe



Nous avons le plaisir de vous informer que Monsieur António Vitorino, **homme politique portugais, ancien Ministre de la Défense et ancien Commissaire européen**, a été nommé à la Présidence de Notre Europe, think tank fondé par Jacques Delors en 1996, sur décision de son Conseil d'Administration. Monsieur Vitorino prendra ses fonctions en juin 2011.

António Vitorino, né en 1957 à Lisbonne, est détenteur d'une licence de droit de l'Université de Lisbonne ainsi que d'un master de sciences politiques. Avocat de profession, il enseigne à l'Université de Lisbonne depuis 1982. Député en 1980, il est nommé Secrétaire d'Etat aux Affaires parlementaires dans le gouvernement de Mario Soares (1983-1985), puis Secrétaire adjoint du Gouvernement de Macao (1986-1987). Il est juge à la Cour constitutionnelle du Portugal (1989-1994) avant d'être élu député européen en 1994. En 1995, António Vitorino devient Vice Premier Ministre et Ministre de la Défense du Portugal.

Il devient commissaire européen à la Justice et aux Affaires intérieures en 1999 et exerce ces fonctions jusqu'en 2004. En tant que représentant de la Commission européenne, il a participé aux travaux de la Convention chargée de rédiger la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et à ceux de la Convention sur l'avenir de l'Europe.

Il est, depuis 2005, président de l'Assemblée Générale de la Banque Santander Totta et associé du cabinet d'avocats Cuatrecasas, Gonçalves Pereira & Associados.

Notre Europe a été successivement présidée par son fondateur Jacques Delors (1996-2004), puis par Pascal Lamy (2004-2005) et par Tommaso Padoa-Schioppa (2005-2010), décédé en décembre dernier.

Yves Bertoncini, nouveau Secrétaire Général de Notre Europe



Nous avons le plaisir d'annoncer qu'**Yves Bertoncini a été nommé Secrétaire Général de Notre Europe**, think tank fondé par Jacques Delors en 1996. Il prendra officiellement ses nouvelles fonctions au début du mois d'avril 2011.

Yves Bertoncini, 41 ans, est **administrateur de la Commission européenne**. Il était jusqu'alors conseiller auprès du **Secrétaire général des Affaires européennes**, chargé de la réforme du SGAE et des secteurs Parlement européen, Présence et influence françaises, et Prospective-coordination.

Il a été précédemment chargé de mission « Europe et stratégie de Lisbonne » au **Centre d'analyse stratégique** entre 2006 et 2009 et responsable des Affaires internationales de la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA) entre 2002 et 2005. Il a également travaillé à deux reprises pour le **Ministère des Affaires étrangères et européennes**, pour l'organisation du « dialogue national pour l'Europe » (1995-1997) et à l'ambassade de France à Alger (1992-1993).

Yves Bertoncini enseigne les questions européennes à l'**IEP Paris** et au **Corps des Mines** (Mines Paris Tech) et a enseigné à l'Ecole nationale d'administration (2007-2009). Il a publié de nombreux **articles et ouvrages** relatifs à la construction européenne, notamment « Europe : le temps des fils fondateurs » (Michalon 2005), « Les interventions de l'UE au niveau national : quel impact ? » (Notre Europe - 2009) et « Politique européenne : Etats, pouvoirs et citoyens de l'UE » (Sciences-Po et Dalloz - 2010).

Yves Bertoncini est diplômé de l'Institut d'études politiques de

Grenoble et du Collège d'Europe à Bruges. Il a également étudié à l'IEP Paris et à l'Université de Californie à Berkeley.

Yves Bertoncini succède à Gaëtane Ricard-Nihoul, Secrétaire Générale de Notre Europe depuis 2004, qui a rejoint la Représentation de la Commission Européenne à Paris.

Pour plus d'informations : www.notre-europe.eu

**Contact Presse : Mlle Stéphanie Baz,
sbaz@notre-europe.eu / 00 33 1 44 58 97 84**

Avril 2011

EN QUELQUES LIGNES...

♦ M. Marc SAILLARD, professeur agrégé de physique, directeur adjoint du Laboratoire de sondages électromagnétiques de l'environnement terrestre, a été élu hier président de l'Université du Sud Toulon-Var, succédant à un administrateur provisoire, M. Philippe TCHAMITCHIAN, nommé par le ministère après l'enquête judiciaire sur le trajic supposé de diplômes au bénéfice d'étudiants chinois (cf. "BQ" du 26 octobre 2009) Lors des élections générales, le 22 mars dernier, la liste "Construire l'avenir autrement" conduite par M. SAILLARD, avait obtenu 60 % des voix au conseil d'administration face à celle conduite par le professeur de droit Thierry Di MANNO. Rappelons que l'Université du Sud Toulon-Var qui compte près de 1 000 enseignants et 10 000 étudiants est depuis avril 2009 au cœur d'une procédure judiciaire instruite à Marseille par le juge Franck LANDOU à la suite d'une dénonciation sans preuve d'un trajic supposé de diplômes au bénéfice d'étudiants chinois. Après un rapport d'enquête administrative dénonçant de "graves irrégularités" dans l'application des textes réglementaires régissant la procédure d'admission des étudiants étrangers et de validation de leurs études à l'Université Sud Toulon-Var, l'ancien président Laroussi OUESLATI avait été suspendu en octobre 2009 par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Valérie PECRESSE (cf. "BQ" du 20 octobre). En mai 2010, il a été révoqué de la fonction publique avec "interdiction d'exercer toute fonction dans un établissement public ou privée" (cf. "BQ" du 25 mai). Il a depuis été mis en examen pour "corruption passive" et écroué en septembre 2010 à la prison des Baumettes à Marseille où il est toujours incarcéré.

♦ L'ancien ministre portugais et ancien commissaire européen António VITORINO a été nommé à la présidence de "Notre Europe", groupement d'études et de recherches fondé par M. Jacques DELORS en 1996. Il remplacera, à compter de juin prochain Tommaso PADOA-SCHIOPPA, décédé à la fin de l'an dernier (cf. "BQ du 20 décembre"). M. Yves BERTONCINI, administrateur de la Commission européenne, conseiller auprès du Secrétaire général des affaires européennes, a été quant à lui nommé secrétaire général de "Notre Europe", ainsi que nous l'annoncions (cf. "BQ" du 15 février).

♦ Une mission d'information présidée par M. Jacques GROSPERRIN, député (UMP) du Doubs, conseiller régional de Franche-Comté, secrétaire national de l'UMP, chargé des politiques éducatives, a été mise en place à l'Assemblée nationale pour étudier "la formation initiale et les modalités de recrutement des enseignants". La mission, composée de quinze députés de la majorité et de l'opposition, devrait rendre ses conclusions en juin prochain. Selon M. GROSPERRIN, la mission va procéder à une "évaluation de la mastérisation" mise en place et "réfléchir à différentes pistes" pour le recrutement des enseignants. "Nous ne nous interdisons rien", a-t-il dit en évoquant la pertinence des concours de recrutement ou la formation en alternance.

♦ M. Paul VIALLE, ingénieur général du génie rural, des eaux et forêts honoraire, ancien vice-président du Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux, ancien président de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, a démissionné de ses fonctions de président de la Fondation de coopération scientifique-FCS Paris-Saclay, chargée du développement scientifique du campus de Saclay, qu'il assumait depuis mai 2009. Un porte-parole de la FCS a précisé que le départ de M. VIALLE, pour des raisons personnelles, devait avoir lieu en mai. Son départ a été accéléré du fait que le campus de Saclay n'ait pas été pré-sélectionné dans le cadre de l'appel à projets du grand emprunt "initiatives d'excellence" ("Itex"), qui vise à créer "cinq à dix" campus à vocation mondiale. Les candidats pré-sélectionnés avaient été annoncés le 25 mars. La démission de M. Paul VIALLE ne remet pas en cause le projet de campus sur le plateau de Saclay. Le futur campus de Saclay, en partie financé par le grand emprunt, devrait réunir d'ici 2025 plus de 80 000 chercheurs, étudiants, ingénieurs.



Brèves

par [Anne POTEREL](#), publié le vendredi 1er avril 2011

Notre Europe : António Vitorino, ancien ministre portugais de la Défense et ancien Commissaire européen, a été nommé à la Présidence de Notre Europe, think tank fondé par Jacques Delors en 1996. Il succède ainsi à Tommaso Padoa-Schioppa, décédé en décembre dernier. Yves Bertoncini, administrateur de la Commission européenne et conseiller auprès du Secrétaire général des Affaires européennes, remplace Gaëtane Ricard-Nihoul au poste de Secrétaire général.

António Vitorino, Yves Bertoncini/Notre Europe

Friday 08 April 2011

Portuguese national António Vitorino, former defence minister and former European commissioner (1999-2004), was named president of Notre Europe, the think tank created by former European Commission President Jacques Delors, on a decision of its Board of Directors of 31 March. He succeeds Tommaso Padoa-Schioppa, who passed away last December, and will take up his duties in June 2011. Since 2005, Vitorino has chaired the general meeting of Santander Totta bank and has been a partner at the Cuatrecasas, Gonçalves Pereira & Associados law firm.

French national Yves Bertoncini was named secretary-general of Notre Europe and will take up his new duties in mid-April. He is presently an administrator at the European Commission and has served as advisor to the French secretary-general for European Affairs. He succeeds Gaëtane Ricard-Nihoul, secretary-general of Notre Europe since 2004, who has joined the European Commission's representation in Paris.

Copyright © 2008 Europolitics. Tous droits réservés.

THINK TWICE

Blog d'Amaury Bessard

Flux

[Articles](#)

[Commentaires](#)

« [Du nouveau à la direction de l'Institut de l'Entreprise Thierry de Montbrial : Qu'est-ce qu'un think tank ?](#) »

Une nouvelle direction pour le think tank européen Notre Europe

10 avril 2011 par [Amaury](#)

Le Think tank européen Notre Europe renouvelle sa direction suite au décès de son ancien président l'italien Tommaso Padoa-Schioppa en décembre 2010 et le récent départ de son ancienne secrétaire générale Gaëtane Ricard-Nihoul (qui rejoint la Représentation de la Commission Européenne à Paris).

Le nouveau président est portugais. Il s'agit de l'ancien Commissaire européen à la Justice et aux Affaires intérieures António Vitorino. Il succède ainsi à Jacques Delors (1996-2004) devenu Président Fondateur, à Pascal Lamy (2004-2005) devenu Président d'honneur et à Tommaso Padoa-Schioppa (2005-2010). Il prendra ses fonction en juin 2011. Le nouveau secrétaire général est français. Il s'agit d'Yves Bertoncini, administrateur de la Commission européenne et conseiller auprès du Secrétaire général des Affaires européennes. A 41 ans, le nouveau secrétaire général de Notre Europe s'est illustré par un parcours au cœur des institutions et un passage comme responsable des Affaires internationales de la très influente Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Le nouveau duo aura la mission de poursuivre le travail impulsé depuis 2005 par Tommaso Padoa-Schioppa et Gaëtane Ricard-Nihoul autour de l'unité européenne. Dans cette optique, les travaux de Notre Europe s'articulent autour de quatre axes : « Visions d'Europe », « Démocratie européenne en action », Compétition, coopération, solidarité », et « Europe et gouvernance mondiale ». Espérons que la nouvelle équipe maintiendra et développera ses initiatives innovantes et utiles comme [le forum européen des think tanks](#) ou encore [la publication du rapport TGAE](#).



Business & compétitivité / Groupes de pression [Imprimer l'article](#) | 

Antonio Vitorino-Yves Bertoncini/Notre Europe

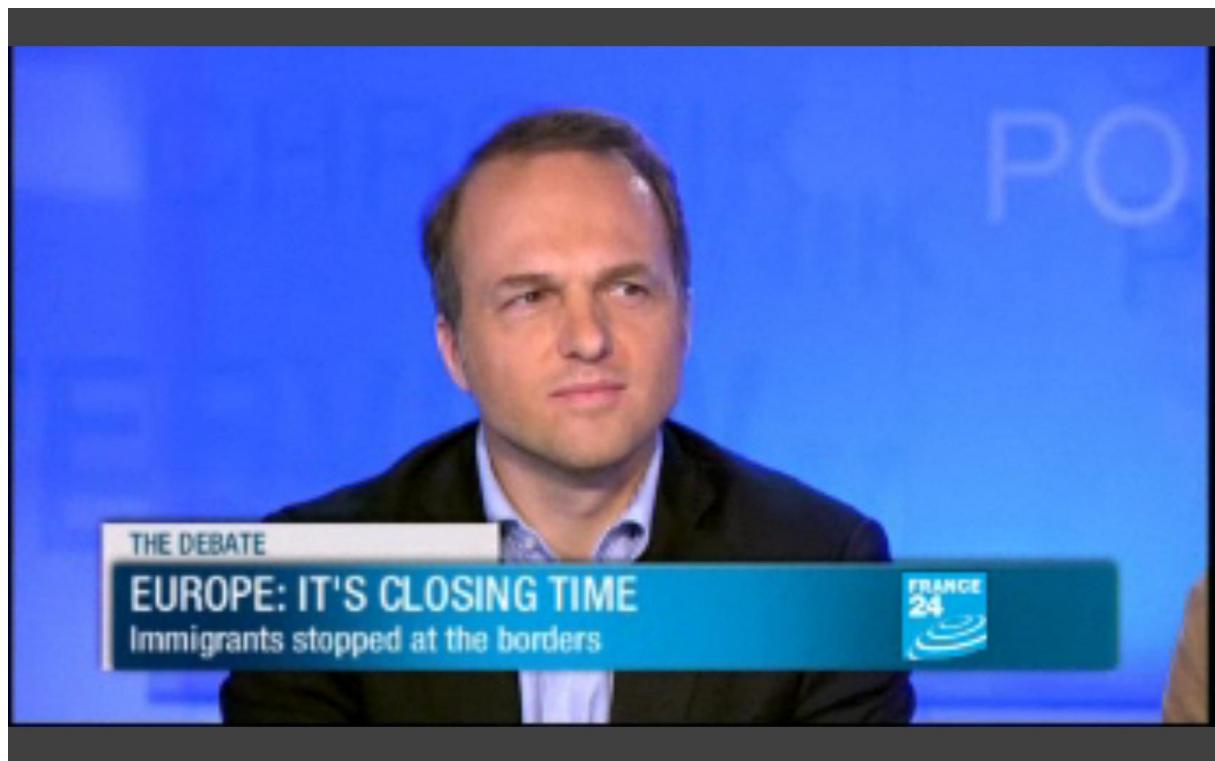
lundi 11 avril 2011

Le Portugais Antonio Vitorino, ancien ministre de la Défense et ancien commissaire européen (1999-2004), a été nommé le 31 mars à la présidence de Notre Europe - centre de réflexion créé par l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors. Il succède à Tommaso Padoa-Schioppa, décédé en décembre dernier et prendra ses fonctions en juin 2011. Il était, depuis 2005, président de l'Assemblée Générale de la Banque Santander Totta et associé du cabinet d'avocats Cuatrecasas, Gonçalves Pereira & Associados.

Le Français Yves Bertoncini a été nommé secrétaire général de Notre Europe. Il prendra officiellement ses nouvelles fonctions mi-avril. Administrateur de la Commission européenne, il était jusqu'alors conseiller auprès du secrétaire général des Affaires européennes. Il succède à Gaëtane Ricard-Nihoul, secrétaire générale de Notre Europe depuis 2004, qui a rejoint la Représentation de la Commission européenne à Paris.

France 24 English- Debate

24 avril 2011



Yves Bertoncini, secrétaire général de *Notre Europe* est intervenu le 27 avril 2011 dans l'émission "Debate" sur France 24 (canal anglais) sur l'Europe et les Accords de Schengen.

Les autres invités de l'émission étaient :

- Fabienne KELLER, Sénateur UMP
- Razzy HAMMADI, PS
- Mathieu TARDIS, Immigration rights group France Terre d'Asile.

Mai 2011



Mardi 3 Mai 2011 - 10h31

Nominations

Devenez partenaire !

António VITORINO et Yves BERTONCINI sont nommés membre de l'association Notre Europe

Date de publication : lundi 4 avril 2011

Communication de l'Association Notre Europe du 31.03.11 - Coopération et Europe / Santé et social

Monsieur António Vitorino, homme politique portugais, ancien Ministre de la Défense et ancien Commissaire européen, a été nommé à la Présidence de Notre Europe, think tank fondé par Jacques Delors en 1996, sur décision de son Conseil d'Administration. Monsieur Vitorino prendra ses fonctions en juin 2011.

António Vitorino, né en 1957 à Lisbonne, est détenteur d'une licence de droit de l'Université de Lisbonne ainsi que d'un master de sciences politiques. Avocat de profession, il enseigne à l'Université de Lisbonne depuis 1982. António Vitorino adhère au parti socialiste (PS) peu après la révolution des oeilllets en 1974, et participe à la création de l'Union de la gauche pour la démocratie socialiste (UEDS). Il est juge à la Cour constitutionnelle du Portugal (1989-1994) avant d'être élu député européen en 1994. En 1995, António Vitorino est nommé Vice Premier Ministre et Ministre de la Défense du Portugal.

Il devient commissaire européen à la Justice et aux Affaires intérieures en 1999 et exerce ces fonctions jusqu'en 2004. En tant que représentant de la Commission européenne, il a participé aux travaux de la Convention chargée de rédiger la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et à ceux de la Convention sur l'avenir de l'Europe.

Il est, depuis 2005, président de l'Assemblée Générale de la Banque Santander Totta et associé du cabinet d'avocats Cuatrecasas, Gonçalves Pereira & Associados.

Notre Europe a été successivement présidée par son fondateur Jacques Delors (1996-2004), puis par Pascal Lamy (2004-2005) et par Tommaso Padoa-Schioppa (2005-2010), décédé en décembre dernier. Yves Bertoncini a été nommé Secrétaire Général de Notre Europe, think tank fondé par Jacques Delors en 1996. Il prendra officiellement ses nouvelles fonctions au début du mois d'avril 2011.

Yves Bertoncini, 41 ans, est administrateur de la Commission européenne. Il était jusqu'à lors conseiller auprès du Secrétaire général des Affaires européennes, chargé de la réforme du

SGAE et des secteurs Parlement européen, Présence et influence françaises, et Prospective-coordination .

Il a été précédemment chargé de mission « Europe et stratégie de Lisbonne » au Centre d'analyse stratégique entre 2006 et 2009 et responsable des Affaires internationales de la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA) entre 2002 et 2005. Il a également travaillé à deux reprises pour le Ministère des Affaires étrangères et européennes, pour l'organisation du « dialogue national pour l'Europe » (1995-1997) et à l'ambassade de France à Alger (1992-1993).

Yves Bertoncini enseigne les questions européennes à l'IEP Paris et au Corps des Mines (Mines Paris Tech) et a enseigné à l'Ecole nationale d'administration (2007-2009). Il a publié de nombreux articles et ouvrages relatifs à la construction européenne, notamment « Europe : le temps des fils fondateurs » (Michalon ; 2005), « Les interventions de l'UE au niveau national : quel impact ? » (Notre Europe ; 2009) et « Politique européenne : Etats, pouvoirs et citoyens de l'UE » (Sciences-Po et Dalloz ; 2010).

Yves Bertoncini est diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble et du Collège d'Europe à Bruges. Il a également étudié à l'IEP Paris et à l'Université de Californie à Berkeley.

Yves Bertoncini succède à Gaëtane Ricard-Nihoul, Secrétaire Générale de Notre Europe depuis 2004, qui a rejoint la Représentation de la Commission Européenne à Paris.

Pour en savoir plus : www.notre-europe.eu

Juin 2011

PUBLIC SERVICE EUROPE

The search for Europe's new frontier

01 June 2011 | International development | Member states



The European Union has traditionally been inward-looking but now the challenges it faces are global, argues Yves Bertoncini

The European Union was born almost 20 years ago, a product of the Maastricht treaty and the re-birth of the old European Economic Community which was established in the 1950s. It is now facing, at the same time, a post-teenage and a midlife crisis – quite a big existential challenge, for sure, made up of a series of smaller ones. In such a context, it is essential to see "far and wide" - answering the invitation of Tommaso Padoa-Schioppa.

It is tempting to summarise these challenges by saying that the EU is looking for a new frontier, the concept made famous by John F Kennedy in 1960 in an attempt to give a new vision and breath to his country. This new frontier could be found in the role the EU plays in globalisation – but also in the way that being a member of the EU can be perceived as a useful specificity. Unsurprisingly, the challenges linked to the definition of the EU's borders are significant in this regard.

The construction of the European Union has long been an inward looking experience. It has been tremendously successful – its main objective was to establish peace and to promote exchanges of all kinds between its member states and citizens. Much can still be done to consolidate this success, but the new existential challenges are external. What role is there for the EU in a world facing global economic, environmental, demographic and energy-related challenges and which is structured by major players such as the United States, China, Japan, Russia, India, South Africa, the Association of South East Asian Nations and Mercosur? Europe and its countries are both small and shrinking in such a context. It is time to think global and act European, but what can the EU do?

It can, first, use the numerous assets it has built over time – primarily its trade policy, its Common Agricultural Policy, its competition policy, its development and humanitarian aid schemes, its deep involvement in international economic governance and supervision, its environmental commitments and standards, its enlargement policy and its role in many peace-keeping operations.

But the EU could and should do much more in numerous fields. These include monetary policy, using the weight of the euro efficiently at the international level. In energy policy the aim should not be to promote illusory national energy independencies but to collectively reduce the risks linked to external energy dependence on Russia and the Gulf. Migration, meanwhile, is

necessary for an ageing Europe and the subject of tension between member states and voters. In foreign policy, advantage should be taken of the newly established External Action Service. In defence there is a need to spend more and better so as to act as a hard power – see, for example, what is happening in Libya.

All of this is, naturally, easier said than done, but it is truly the most substantial part of the new frontier that the EU is looking for. The idea of more common action in these fields generally wins strong support in European public opinion. The second set of challenges the EU is facing concern the perception of its interventions and inputs by its member states and citizens. What are the frontiers between being part of the EU and being involved in globalisation on the one side, and being the citizen of a nation state on the other?

In contrast with the outside world, the EU must first and foremost reassert itself as an economic and social area based on the triptych of competition, cooperation and solidarity theorized and put into practice by Jacques Delors, the founder of Notre Europe. The re-launch of the internal market in 2012 will be an essential test to check whether such a balanced approach is fully promoted. The tensions around the governance of the eurozone already constitute a major test.

The EU must also consolidate the freedom of movement area imagined in the 1950s and progressively established during the last decades. This very original and promising achievement is not always considered as an *acquis* and can be regularly challenged by public controversies. The sometimes exaggerated discussions over the Schengen agreement are particularly striking in this regard.

Promoting unity in diversity constitutes another big challenge for the EU, especially in a period of crisis feeding nationalism and individualism. The EU is a federation of nation states based on shared sovereignties and the so called subsidiarity principle, but the division of tasks between Brussels and the national authorities is not always clear. Should it really be considered that the EU is a central actor to tackle issues like education, employment and poverty, which lay on the nations' and regions' competences? Or would it not be better that it focused on areas in which it proved to act usefully and could do more in the future, that is, principally, agriculture, cohesion, European infrastructures, research and few others? The next negotiations on the reshaping of its small budget will certainly lead the EU, its decision makers and stakeholders to be confronted once again with such a challenge.

Another constant political challenge for the EU comes from the fact that it is based more on the rule of complex laws than on simple direct democracy mechanisms. This opens more easily the floor to negative popular or populist reactions. Much has been done in the recent past at the institutional level, including by the Lisbon Treaty, to foster the democratisation of the EU, but the absence of a true European public sphere will remain its Achilles heel.

The last set of challenges the EU is facing concern its relations with third countries, or more precisely its borders and, more widely, its identity – here again looking for its new frontier.

Talking about Turkey and Ukraine is the fastest way to sum it up. What are the prospects and limits of the EU's apparently never ending enlargement, which is, at the same time, instrumental in stabilising and modernising the acceding countries but also sometimes a source of concern in public opinion? Talking about the Arab uprising or Russia is enlightening as well. Are our neighbours friends or foes, and what type of global partnership should the EU establish with them? And is migration an opportunity and a vital need for the EU and its countries, or is it a threat? Can the EU properly and efficiently intervene in such matter, not only to control its external borders but to develop a global and long sighted vision?

Last but not least an inspiring challenge. What is the geopolitical identity of the EU, two decades after the fall of the Berlin Wall? Is it a singular model in a multi-polar world? A universal model of coexistence, whose values and soft power are to inspire any other country or region? Is it one of the two pillars of the transatlantic alliance? Is it a component of the Occidental civilization, considered as substantially different from some others, including the Islamic ones? Preferring one option or the other naturally is far from neutral, and gives the EU and its strategies quite a different context.

It is because its institutions, leaders and citizens will answer such large and highly political questions that the EU will be able to define more clearly what is its new frontier, and to act consequently. It will then give more hope and credit to the promoters and supporters of the fantastic adventure launched by the founding fathers long ago – including the hope that this new frontier outcome will be more substantial than JFK's.

Yves Bertoncini is secretary general of Notre Europe

LE TEMPS

opinion Mercredi 8 juin 2011

L'UE au défi du Printemps arabe

Par Jacques Delors, Antonio Vitorino et al.

L'Union européenne a mieux à faire qu'à se barricader dans une vision sécuritaire exagérant les effets négatifs des révoltes en cours, en termes de migration ou de risques terroristes. Elle a besoin d'une stratégie visant à renforcer les forces démocratiques des sociétés arabes. Elle a beaucoup à gagner à clarifier sa relation avec les Etats qui viennent de se libérer de dictatures. Plaidoyer de Jacques Delors et Antonio Vitorino, au nom de «Notre Europe»

Les révoltes en cours dans les pays arabes ont surpris et parfois déstabilisé les dirigeants européens. Au même titre que les récents soubresauts survenus à l'est de l'Europe, elles ont conduit l'Union européenne à s'interroger sur la stratégie à adopter vis-à-vis de ses voisins, sans qu'il soit clairement perceptible à ce stade qu'elle soit parvenue à se hisser à la hauteur des événements.

Se hisser à la hauteur des événements survenus dans le monde arabe, c'est tout d'abord les qualifier comme il se doit, c'est-à-dire comme une opportunité historique pour l'UE: celle de sortir du dilemme stérile entre dictatures et islamisme, et par la suite, de la «préférence pour la sécurité» qui a longtemps pesé sur ses relations avec les pays des rives Sud et Est de la Méditerranée. Cette vision sécuritaire a récemment conduit à insister de manière disproportionnée sur les conséquences – négatives potentielles des «révoltes» en cours, en termes de vagues migratoires ou d'éventuels risques terroristes.

Si «risques» il y a, ils ne peuvent occulter la démonstration d'attachement aux valeurs d'ouverture, de démocratie et de liberté apportée par les Tunisiens, les Egyptiens et tant d'autres peuples du pourtour méditerranéen, qu'il convient d'encourager avec toute l'énergie nécessaire. C'est sur ces aspirations-là que l'UE et ses Etats membres doivent construire une relation nouvelle avec les Etats dont les peuples aspirent au changement, en affichant son soutien moral et matériel et en combinant projets de court terme et vision stratégique.

Deux urgences: le soutien aux économies et aux sociétés civiles.

C'est en évitant que la situation économique ne se dégrade plus encore dans les pays en mouvement que les avancées politiques pourront être consolidées et prolongées. Un plan d'aide européen massif s'impose, qui doit reposer sur la mobilisation et la mise en cohérence de l'ensemble des outils européens et nationaux disponibles: aide humanitaire et aide au développement, prêts de la BEI, de la BERD et des agences nationales, projets d'investissement dans les secteurs vitaux tels que le tourisme et l'énergie, ouverture commerciale réciproque y compris dans le domaine de l'agriculture... Cela implique également pour l'UE de bien se coordonner avec les grandes institutions internationales comme la Banque mondiale, avec les Etats-Unis, la Turquie, ou encore les pays du Golfe, qui sont aussi actifs dans la région. Comme au moment du «plan Marshall», l'ensemble de ces soutiens doit favoriser le rapprochement des pays bénéficiaires et l'intégration régionale. Leur mise en œuvre doit

naturellement faire l'objet de négociations précises avec les pays bénéficiaires et être proportionnée à leur degré de modernisation politique: attention cependant à ne pas imposer une conditionnalité trop stricte, qui retarderait ou diminuerait le soutien urgent dont ces pays ont besoin.

C'est aussi parce que des signaux d'ouverture seront adressés aux sociétés civiles et forces démocratiques qu'elles se sentiront confortées dans leurs choix. Les dirigeants de l'UE se fourvoient en polémiquant sur l'accueil de quelques dizaines de milliers de migrants, à l'heure où la Tunisie s'efforce d'accorder l'hospitalité à plus de 100 000 personnes ayant fui la Libye. Il est certain qu'il faut gérer les flux avec les pays de départ et s'efforcer de contrôler l'immigration clandestine en signant avec eux des accords de réadmission; mais il est tout aussi essentiel de leur adresser un autre message, en facilitant la délivrance de visas pour les étudiants et les enseignants, ou à entrées multiples pour les professionnels. Sur le moyen terme, il importe d'aborder sereinement, au niveau multilatéral, l'enjeu des migrations entre des pays européens vieillissants, pour qui le recours à la main-d'œuvre étrangère est une solution davantage qu'un problème, et des pays voisins beaucoup plus jeunes, dont l'essentiel des ressources humaines a vocation à être employé dans un cadre interne, mais dont une partie aspire à rejoindre les pays de l'UE.

Si la politique d'élargissement, amplifiée après la chute du mur de Berlin, a contribué à donner un contenu concret à l'introuvable «politique extérieure de l'UE», le Printemps arabe doit aujourd'hui conduire à renforcer l'un des autres «piliers» de cette politique extérieure, c'est-à-dire la «politique de voisinage». Cette dernière, mise sur les rails il y a quelques années, et dont la Commission européenne et la haute représentante de l'Union Catherine Ashton viennent de proposer une refonte bienvenue, doit permettre à l'UE d'adapter sa vision stratégique aux nouveaux enjeux. Il est de l'intérêt vital de l'UE de fonder ses relations avec ses voisins méridionaux et orientaux sur un socle commun d'interdépendances et de valeurs partagées, et de constituer ainsi un véritable pôle d'influence au niveau international. Cette stratégie requiert aussi une implication forte pour le règlement des conflits qui menacent la sécurité et la stabilité de régions toutes entières, comme c'est le cas en Libye. Dans ce pays, l'UE doit avant tout s'efforcer d'accélérer le départ des dirigeants en place et d'œuvrer à la reconstruction de l'Etat, en y associant l'ensemble des forces politiques et tribales.

Dans le contexte de crise actuel, il serait particulièrement absurde de relancer des débats mortifères sur une éventuelle compétition Sud/Est. En effet, à l'Est, les peuples manifestent également leur soif de réforme, en Ukraine, en Géorgie ou en Biélorussie notamment. L'UE et ses Etats membres se doivent de développer la prospérité et l'Etat de droit dans l'ensemble de leur voisinage. L'UE peut mieux faire en mobilisant davantage de ressources que celles annoncées sur le très court terme, mais aussi au moment de la renégociation du cadre financier qui va s'ouvrir.

De la même manière, en mettant notamment l'accent sur le concept de «différenciation», l'UE doit octroyer des avantages supplémentaires aux pays s'engageant à s'attaquer à leurs maux récurrents (népotisme, corruption, captation des rentes, etc.), être intransigeante avec ceux qui bafouent les droits fondamentaux, tout en s'efforçant de soutenir l'ensemble des sociétés civiles. Les pays pouvant bénéficier d'un «statut avancé», comme la Tunisie ou l'Egypte, sont amenés à jouer un rôle moteur dans le rapprochement de l'UE et de son voisinage: leur réussite fera figure de test pour l'ensemble des autres pays, mais également pour l'UE.

A vision for our Arab neighbours

By Jacques Delors and António Vitorino

09.06.2011 / 14:27 CET

How the EU can be the equal of events in the Arab world.

The ongoing uprisings in the Arab world have surprised and unnerved Europe's leaders. Like recent events in eastern Europe, in countries such as [Georgia](#) and [Belarus](#), they have spurred the [European Union](#) to examine possible strategies to adopt vis-à-vis its neighbours. So far, though, it is not clear that the EU has managed to raise its game so as to be equal to the events in progress.

Being equal to the events in the Arab world is, firstly, a matter of seeing them for what they are – a historic opportunity to leave behind the sterile trade-off between dictatorship and Islamism, and thus also the 'security preference' that long weighed down upon relations with countries in the southern and eastern Mediterranean. This security mindset has recently led to a disproportionate insistence on the possible negative consequences of the ongoing 'revolutions', in terms of migration or terrorism.

If there are risks, these cannot obscure the attachment to democracy, openness and freedom shown by Tunisians, Egyptians and others around the Mediterranean, and this should be enthusiastically encouraged. The EU and its member states must build a new relationship with countries whose people desire change, one based on those people's aspirations: Europeans must provide moral and material support, combining short-term and strategic projects.

Support for economies and civil societies

If countries undergoing change can avoid further economic deterioration, then political progress can be consolidated and extended. A massive European aid programme is needed, one which must make use of all the available European and national tools – humanitarian and development aid; loans from the [European Investment Bank](#), the European Bank for Reconstruction and Development and national agencies; investment projects in vital sectors such as tourism and energy; and reciprocal trade liberalisation, including in agriculture.

The EU interventions must be fully co-ordinated with these of international institutions, the US, Turkey and the Gulf countries, which are also very active in the region. As with the Marshall Plan after the Second World War, the aid package must encourage co-operation between beneficiary countries, and regional integration. Implementation must naturally be subject to detailed negotiation with beneficiary countries, and proportional to their political modernisation – but care must be taken to avoid imposing excessively strict conditions that might delay or reduce the support these countries urgently need.

Signals of openness addressed to civil societies and democratic forces are also needed so as to strengthen the choices these forces make. EU leaders are wrong to create polemics over immigrants numbering a few tens of thousands when Tunisia is struggling to accommodate over 100,000 Libyan refugees.

It is, of course, necessary to manage inflows of migrants with the departure countries and to try and control illegal immigration by signing re-admission agreements with these countries; but it is just as essential to address another message to them – by speeding up the delivery of visas for students and teachers, and of multiple-entry visas for professionals. In the medium term, it is necessary calmly to tackle the debate over migration, in a multilateral framework, between ageing European countries (for whom foreign labour is a solution more than a problem) and much younger neighbouring countries (where the majority of people will be employed domestically, but where some aspire to work in the EU).

A challenge for the European neighbourhood policy

The enlargement policy, amplified by the end of the Cold War, helped give substance to the nebulous 'EU external policy': today the Arab Spring must lead to the strengthening of another 'pillar' of external action – the neighbourhood policy. This policy – launched several years ago and now the object of a welcome renovation proposed by the European Commission and [Catherine Ashton](#), the high representative for foreign affairs and security policy – must allow the EU to adapt its strategic vision to new circumstances.

Concerning its southern and eastern neighbours, the EU has a vital interest in a relationship based on interdependence and shared values, one that might create a genuine pole of influence at the international level. This strategy also means a determined effort to resolve conflicts that threaten the security and stability of whole regions, as in Libya – where the EU must concentrate on hastening the departure of the current leadership and on rebuilding the state with involvement by all its political and tribal forces.

In the current crisis context, it would be particularly absurd to re-launch a debate on possible south/east competition. In the east of Europe, people are also demonstrating their thirst for reform – in Ukraine, Georgia, Belarus and elsewhere. The EU and its members owe it to themselves to build prosperity and the rule of law in all neighbouring states. The EU could do better by mobilising more resources than those announced in the immediate short term, and also during the upcoming negotiations over the financial framework.

Similarly, in emphasising the idea of 'differentiation', the EU must grant extra advantages to those countries that commit themselves to tackling their persistent problems (nepotism, corruption, rent-seeking etc.) and be intransigent with those that neglect basic rights – all while trying to support civil societies. Countries that might benefit from an 'advanced status', such as Tunisia and Egypt, can spearhead the rapprochement between the EU and its neighbourhood: their success is essential and will be seen as a test for other countries, but also for the EU.

Jacques Delors was president of the European Commission from 1985 to 1995 and is the founding president of **Notre Europe**. **António Vitorino** is the president of **Notre Europe** and a former European commissioner for justice and home affairs. This article was co-authored with **Notre Europe's** board of directors.

© 2011 European Voice. All rights reserved.

10/06/2011

« La politique d'élargissement »



Yves Bertoncini est intervenu vendredi 10 juin 2011 dans l'émission "**Allo Bruxelles**" de RFI. Il a été interviewé par Philippe Lecaplain sur la politique d'élargissement de l'UE.

La voie de la Croatie vers l'adhésion à l'Union européenne est désormais bien dégagée. La Commission européenne a donné son feu vert un peu plus tôt dans la journée. Elle propose aux États membres de boucler les 4 derniers chapitres de négociation.

La Commission suggère de faire de la Croatie le 28e pays membre à compter du 1er juillet 2013. Mais il faudra pour cela obtenir l'accord des 27 capitales déjà membres de l'Union.

Zagreb avait ouvert les négociations d'adhésion en 2005. Peut-on dire aujourd'hui que les négociations d'adhésion sont terminées ? Est-ce qu'il y a encore un risque pour la Croatie de voir sa candidature rejetée ? Eléments de réponse avec Yves Bertoncini, Secrétaire général du centre de réflexion *Notre Europe*.

L'Europe au défi du « printemps arabe »

acques Delors et
Antonio Vitorino*

Ils « révoltes en cours dans les pays arabes ont conduit les dirigeants de l'Union européenne (UE) à s'interroger sur la stratégie à adopter vis-à-vis des pays « voisins », sans être tout à fait parvenus à se hisser à la hauteur des événements. « Se hisser à la hauteur des événements », c'est d'abord les qualifier d'opportunité historique pour l'UE : celle de sortir du dilemme stérile entre dictatures et islamisme et de la « préférer » ce pour la sécurité » qui structure ses relations avec les pays méditerranéens. Cette vision sécuritaire a conduit à insister de manière excessive sur les conséquences négatives des « révoltes » en cours, en termes de vagues migratoires ou d'éventuels risques terroristes. Si « risques » il y a, ils ne peuvent occulter la démonstration d'attachement aux valeurs d'ouverture, de démocratie et de liberté apportée par les peuples du pourtour méditerranéen, qu'il faut encourager avec énergie. C'est sur ces aspirations que l'UE et ses Etats membres doivent construire une relation nouvelle avec les Etats dont les peuples aspirent au changement, en affichant soutien moral et matériel

et en combinant projets de court terme et vision stratégique. C'est en évitant que la situation économique ne se dégrade plus encore dans les pays en mouvement que les avances politiques pourront y être consolidées. Un plan d'aide européen massif s'impose, fondé sur la mise en cohérence de l'ensemble des outils européens et nationaux disponibles - en liaison avec les Etats-Unis, la Turquie et les pays du Golfe : aide extérieure, prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd), projets d'investissement dans le tourisme et l'énergie, ouverture commerciale réciproque y compris en matière agricole... Comme au moment du « plan Marshall », l'ensemble de ces soutiens doit favoriser le rapprochement des pays bénéficiaires et l'intégration régionale. Leur mise en œuvre doit être proportionnée au degré de modernisation des pays bénéficiaires : attention cependant à ne pas imposer une conditionnalité trop stricte, qui retarderait ou diminuerait le soutien urgent dont ces pays ont besoin.

Si « risques » il y a, ils ne peuvent

occulter la démonstration d'attachement aux valeurs

d'ouverture, de démocratie et de liberté apportée par

les peuples du pourtour méditerranéen, qu'il faut

encourager avec

énergie. C'est sur

ces aspirations que l'UE et ses Etats membres doivent construire une relation nouvelle

avec les Etats dont

les peuples aspirent

au changement,

en affichant soutien

moral et matériel

de contrôler l'immigration clandestine en signant avec eux des accords de rémission ; mais il est aussi essentiel de faciliter la délivrance de visas pour les étudiants, les enseignants et les professionnels. Sur le moyen terme, il importe d'aborder au niveau multilatéral l'enjeu des migrations entre une Europe vieillissante, pour qui le recours à la main-d'œuvre étrangère est plus une solution qu'un problème, et des pays voisins beaucoup plus jeunes, dont une partie des ressources humaines aspire à nous rejoindre.

Après la « chute du Mur », la politique d'élargissement a contribué à donner un contenu concret à l'introuvable « politique extérieure de l'UE » : le « printemps arabe » doit aujourd'hui conduire à renforcer sa « politique de voisinage »,

ils s'agit ainsi d'accélérer le départ des dirigeants en place et d'œuvrer à la reconstruction de l'Etat.

Dans le contexte de crise actuel, il serait particulièrement absurde de relancer des débats mortifiés sur une éventuelle compétition entre Sud et Est, d'autant que les peuples manifestent aussi pour des réformes en Ukraine, en Géorgie et en Biélorussie. L'UE doit développer la prospérité et l'Etat de droit dans l'ensemble de son voisinage ! En mobilisant plus de ressources que celles annoncées à très court terme, mais aussi au moment de la renégociation à venir de son « cadre financier ».

En optant pour la « différenciation », l'UE doit enfin octroyer des avantages supplémentaires aux pays s'attaquant

à leurs maux récurrents (népotisme, corruption, captation des rentes), être intrinsèquement avec ceux qui bafouent les droits fondamentaux, et s'efforcer de soutenir l'ensemble des sociétés civiles. À cet égard, la réussite de pays comme la Tunisie ou l'Egypte est essentielle : elle sera figure de test pour les autres pays, mais également pour l'UE et ses dirigeants.

* Tribune cosignée avec l'ensemble du conseil d'administration de Notre Europe <http://www.notre-europe.eu>

Faut-il se priver du gaz de schiste ?

Claude Allègre



Illustration : dans les médias - 2011

Institutions

Yves Bertoncini : « L'Europe est un sujet clivant »

Depuis avril 2011, Yves Bertoncini est le nouveau secrétaire général du think tank Notre Europe fondé par Jacques Delors. EurActiv.fr l'a rencontré.

27/06/2011 [notre europe](#)



Yves Bertoncini © Droits réservés

Comment en êtes vous venu à vous intéresser aux affaires européennes ?

Ma première confrontation avec la construction européenne a eu lieu en 1985 en gare de Bordeaux. Je rentrais de vacances.

A l'extérieur se déroulait une manifestation des ouvriers Renault qui protestaient contre la délocalisation de leur usine en Espagne et au Portugal, futurs membres de ce qui était encore la Communauté économique européenne. Un sujet d'actualité qui n'a pas vraiment changé.

Par la suite, je l'ai abordé de façon plus concrète et institutionnelle en étudiant au Collège d'Europe à Bruges. Passer un an parmi des Européens venus des quatre coins du continent est une expérience unique.

Cet établissement est connu pour former une élite qui gravite ensuite dans les affaires européennes, à tous les niveaux. N'y a-t-il pas un décalage entre ce monde et celui des citoyens ?

Le grand défi actuel de l'Union européenne est justement son ancrage dans le réel, mais il est vrai que pour certaines personnes travaillant dans les affaires européennes, ce n'est pas une priorité. Cette vision s'explique par l'histoire même de la construction européenne.

Les pères fondateurs n'ont jamais demandé l'avis des peuples, mais leur démarche était particulière. Ils oeuvraient pour la paix, profitable à tous.

A l'inverse, quand vous liberalisez un service public, il y a forcément des perdants. Pourtant, l'idée d'agir pour le bien commun perdure au sein de l'élite européenne pour laquelle l'ancrage dans le réel semble parfois secondaire. Même s'il y a eu de grandes avancées démocratiques au sein de l'UE.

Comment faire évoluer ces mentalités ?

[Un think tank comme Notre Europe](#) doit servir à cela. Nous nous adressons aux décideurs, en leur fournissant des analyses qui prennent de la distance par rapport à leur agenda politique. Dans le même temps, nous cherchons à amener les citoyens à réfléchir sur le sens de l'Europe. D'où notre participation à la création des Etats généraux de l'Europe, qui se sont déroulés en 2007, 2008 et 2010 et qui sont des événements ouverts à toute la société civile.

Mais il est vrai que les parlementaires et commissaires européens restent de grands inconnus et que les espaces publics sont toujours nationaux.

La thématique européenne pourra-t-elle imprégner la présidentielle de 2012 ?

Des personnages comme Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen, tous deux députés à Strasbourg, s'en serviront sûrement. L'Europe est un sujet clivant, le référendum de 2005 nous l'a bien montré.

Mais il ne faut pas oublier une chose : l'Europe ne peut pas tout. Il est faux d'affirmer que 80% de notre législation vient de Bruxelles. C'est un mythe.

Et qu'est-ce qui intéresse les citoyens lors d'une présidentielle ? L'éducation, la protection sociale, la sécurité. Des domaines dans lesquels l'intervention de l'UE est très faible. C'est en survendant l'UE et ses capacités que la lassitude se crée dans la population. Les pêcheurs ou les agriculteurs savent que l'UE s'occupe d'eux, ce n'est pas le cas de tout le monde.

Ceux qui combattent l'UE feront des voix dessus. Reste à savoir si ceux qui la promeuvent, sauront bien la défendre.

La montée des populismes, du repli sur soi, la crise de l'euro...la construction européenne marquerait-elle le pas ?

Cette crise n'est pas celle de l'euro, mais du modèle financier de type américain et de la dette. Des erreurs ont été faites avec la Grèce, mais la monnaie unique va très bien. Il suffit de regarder son taux de change.

Depuis 2010, des réformes encore impensables en 2008 ont été lancées par les dirigeants européens dans le domaine de la gouvernance économique. Les Etats ont peut-être renforcé leur pouvoir par rapport aux institutions communautaires, mais il faut voir l'intérêt général qui est de sauver la Grèce.

Quant au populisme, il a toujours existé. Mais il est plus problématique que des leaders de partis traditionnels reprennent de telles idées.

Propos recueillis par [Jean-Sébastien Lefebvre](#)

Juillet 2011

4 /07/2011

« L'égoïsme allemand »



LUNDI 04 JUILLET 2011

Europe : Y a-t-il un égoïsme allemand?

Yves Bertoncini, secrétaire général de *Notre Europe*, a participé à l'émission animée par Jean-François Cadet sur RFI pour débattre de la question de "l'égoïsme allemand".



Le président français Nicolas Sarkozy (g), la chancelière allemande Angela Merkel (c) et le Premier ministre britannique David Cameron, lors du sommet de l'Union européenne à Bruxelles, le 25 mars 2011.
Reuters / Thierry Roge

Par Jean-François Cadet

- Jacques Sapir, économiste, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS)

- Yves Bertoncini, secrétaire général du Think Tank *Notre Europe*.

- Doris Pack, eurodéputée membre du Parti Populaire Européen (Démocrates-Chrétiens)

[La UE ante el desafío de la primavera árabe, de Jacques Delors y Antonio Vitorino en El Mundo](#)

TRIBUNA: RELACIONES COMUNITARIAS (06.07.2011)

Las revueltas que se están desarrollando en los países árabes han sorprendido y, a veces, desestabilizado a los líderes europeos. Al igual que los recientes sobresaltos en el Este de Europa, las citadas rebeliones obligaron a la Unión Europea a interrogarse sobre la estrategia a seguir en relación con sus vecinos, sin que se perciba claramente, al menos hasta ahora, que haya sido capaz de colocarse a la altura de los acontecimientos.

Situarse a la altura de los acontecimientos que se están produciendo en el mundo árabe implica, ante todo, considerarlos como se merecen. Es decir, como una oportunidad histórica para la UE. Es la ocasión de salir del estéril dilema entre dictaduras e islamismo y, por consiguiente, romper con la *opción por la seguridad* que durante tanto tiempo ha dirigido las relaciones comunitarias con los países de la orilla sur y este del Mediterráneo. Esta opción por la seguridad condujo, incluso recientemente, a insistir, de una forma desproporcionada, sobre las potenciales consecuencias negativas de las *revoluciones* en marcha, sobre todo poniendo el foco en las eventuales oleadas migratorias o en los riesgos terroristas.

Pero si bien existen, lo que está claro es que los *riesgos* no pueden ocultar la demostración de afecto hacia los valores de la apertura, de la democracia y de la libertad que están dando los tunecinos, los egipcios y tantos otros pueblos de la cuenca mediterránea. Una demostración que conviene apoyar con toda la fuerza necesaria. Porque sobre esas aspiraciones la UE y sus estados miembros tienen que construir una nueva relación con las naciones cuyos pueblos aspiran a un cambio, mostrándoles su apoyo moral y material, combinando proyectos a corto plazo con otros estratégicos.

Los cambios políticos podrán consolidarse, si se evita que la situación económica se deteriore todavía más en los países que se han puesto en marcha. Es necesario activar un plan de apoyo masivo, que tiene que reposar sobre la movilización y la armonización del conjunto de instrumentos europeos y nacionales disponibles: ayuda humanitaria y ayuda al desarrollo, préstamos del BEI, ayudas al turismo y a la energía, apertura comercial recíproca incluida la del sector agrícola...

Eso implica que la UE se coordine a fondo con las grandes instituciones internacionales como el Banco Mundial, con EEUU, con Turquía o con los países del Golfo, que también son actores en la región. Al igual que en el época del Plan Marshall, el conjunto de estas ayudas debe favorecer el acercamiento a los países beneficiarios de ellas, así como su integración regional. Evidentemente, la puesta en marcha de este plan tendrá que ser objeto de precisas negociaciones con los países beneficiarios y adecuarse a su grado de modernización política. Eso sí, prestando atención especial a no imponer unas condiciones demasiado estrictas, que podrían retrasar o hacer disminuir el urgente apoyo que estos países necesitan.

De esta forma, estaremos mandando también signos de apertura a las sociedades civiles, que confortarán en sus opciones a las fuerzas democráticas. Los líderes de la UE se pelean y polemizan sobre la acogida de unas cuantas decenas de miles de inmigrantes, en el momento en que Túnez se está esforzando por conceder hospitalidad a más de 100.000 personas que huyen de Libia. Está claro que hay que gestionar los flujos migratorios con los países de origen y esforzarse por controlar la inmigración clandestina, firmando con dichas naciones acuerdos de readmisión. Pero, al mismo tiempo, también es esencial dirigirles otro mensaje, facilitando los visados a estudiantes y profesores o a otros profesionales.

A medio plazo, hay que abordar seriamente, y de forma multilateral, el tema de las migraciones entre unos países europeos envejecidos, para los que el recurso a la mano de obra extranjera es una solución más que un problema, y unos países vecinos con una población mucho más joven y con unos recursos humanos cuya vocación esencial es encontrar empleo en sus respectivos países, pero una parte de los cuales aspira a trabajar en la UE.

Si la política de ampliación, puesta en marcha tras la caída del muro de Berlín contribuyó a proporcionar un contenido concreto a la inexistente *política exterior de la UE*, la primavera árabe debe conducirnos hoy a reforzar otro de los *pilares* de esta política exterior, es decir, la *política de buena vecindad*. Una política puesta en marcha hace algunos años y cuya refundación acaban de proponer la Comisión Europea y la Alta Representante de la Unión, Catherine Ashton. Tal refundación debe permitir a la UE adaptar su visión estratégica a la nueva situación.

Para la UE, es vital cimentar las relaciones con sus vecinos meridionales y orientales sobre la base común de la interdependencia y de los valores compartidos, para poder constituir, de esta forma, un auténtico polo de influencia en el ámbito internacional. Esta estrategia requiere también una profunda implicación en la solución de los conflictos que amenazan la seguridad y la estabilidad de regiones enteras, como el de Libia. En este país, la UE tiene que esforzarse ante todo por acelerar la salida de los actuales dirigentes y ayudar en la reconstrucción del Estado, asociándose al conjunto de las fuerzas políticas y tribales.

En el actual contexto de crisis, sería especialmente absurdo relanzar el mortal debate sobre una eventual competición sur/este. En efecto, en el este los pueblos también manifiestan su sed de reformas, sobre todo en Ucrania, en Georgia y en Bielorrusia. La UE y sus países miembros deben ayudar a desarrollar el Estado de Derecho en el conjunto de los países vecinos. Y para conseguirlo, deberían movilizar más recursos que los anunciados a corto plazo, pero también durante la renegociación del marco financiero que se va a volver a activar.

Por otra parte, poniendo el acento en el concepto de *diferenciación*, la UE debe conceder ventajas suplementarias a los países comprometidos en erradicar sus males recurrentes (nepotismo, corrupción, etc.), debe ser intransigente con los que pisotean los derechos fundamentales, al tiempo que debería esforzarse en apoyar al conjunto de las sociedades civiles. Los países que pueden beneficiarse de un estatus especial, como Túnez o Egipto, están llamados a jugar un papel de motor en el acercamiento de la UE a sus vecinos. El éxito de esta iniciativa servirá de ejemplo a los demás países de la zona, pero también a la UE.

Jacques Delors fue presidente de la Comisión Europea y fundador de Notre Europe, el *think tank* que **Antonio Vitorino** dirige en la actualidad.

EU hopes for Arab Spring fading

By [Catherine Field](#)

5:30 AM Monday Jun 13, 2011

PARIS - Europe is watching with concern as the Arab spring turns to summer and the fast-track exit of dictators of a few months ago is replaced by mess, bloodshed and uncertainty.

In Libya, Syria and Yemen, brutal regimes are fighting for their lives, and in doing so are reviving ancient tribal tensions.

Bahrain has crushed its pro-democracy opposition. Tunisia and Egypt, still fragile, have yet to stage elections that will consolidate their revolutions and are mired in economic problems.

Few in Europe are tempted to draw a parallel between 2011 and 1989, when eastern European tyrants were toppled one after another and democracies sprang up like flowers.

Many still clamour for action, saying this is a golden chance to help North Africa and the Middle East - for decades an area of poverty and oppression - become a zone of stability and prosperity.

But this view is now coloured by awareness of the scale of the task as the death toll mounts and waves of migrants wash up on European shores.

Willpower is also sapped by the European Union's own problems, ranging from the Greek debt crisis, which threatens the euro, to the EU's dysfunction.

Three competing EU offices - the European Council, the Commission and foreign affairs representatives - claim to speak for 27 nations and 500 million people.

It has been left to the old powers, Britain and France, using their clout in the United Nations Security Council to lead the diplomatic charge for a toughly-worded resolution to condemn Syria's bloody crackdown.

Militarily, too, Europe is in a bad way. France and Britain have led the war on Libya, but the cost of the conflict, nearly four months old, is creeping more and more into national headlines, and commentators are asking searchingly whether there is an exit strategy.

Of the 26 European members of Nato, only six are taking part in air strikes and one of these, Norway, has said it will quit on August 1. Stocks of smart bombs and air-to-ground missiles are so meagre that air forces have had to beg supplies off the Americans.

Departing Defence Secretary Robert Gates blasted Europe last week for what he called a flabby commitment on Libya and its ever-smaller defence budgets.

"Future US political leaders - those for whom the Cold War was not the formative experience that it was for me - may not consider the return on America's investment in Nato worth the cost," he warned in Brussels.

Europe is not alone in feeling powerless. Turkey, as a solid Muslim democracy, Nato member and EU hopeful, has failed to deliver on hopes that it could sway matters in Libya and neighbouring Syria.

Unable to influence events as they unfold, Europe's best role will be to provide funding, skills and trade for new regimes that emerge from the smoke and rubble, say some.

"The ongoing uprisings in the Arab world have surprised and unnerved Europe's leaders," former European Commission chief, Jacques Delors, one of the architects of EU integration, said last week in a co-authored commentary published by European Voice, an influential Brussels newsletter.

Delors said European nations had to muster many billions of dollars and weave them together in a coherent aid strategy akin to the Marshall Plan that revived Western Europe after World War II.

"A massive European aid programme is needed, one which must make use of all the available European and national tools."

Michael Emerson, of the Centre for European Policy Studies think-tank, said 3 billion (\$5.24 billion) had been swiftly earmarked from EU funds and "this could make a difference" if further donations pledged nationally and multilaterally at last month's G8 summit come good.

But, he said, Europe's policy on trade and labour mobility towards its southern neighbours was in a disastrous state. Reform was needed to fix "glaring contradictions" that wall out poor countries desperate to sell to the world's biggest commercial bloc.

Une vision claire pour l'euro afin qu'il sorte renforcé de cette crise



15.07.11 | 14h25

| 15.07.11 | 11h12 • Mis à jour le

Depuis quelques jours, les perspectives d'un règlement durable de la situation financière de la Grèce paraissent s'évanouir, les dettes des Etats portugais, italien, espagnol font l'objet d'attaques de plus en plus violentes des marchés, les négociateurs publics et privés qui tentent de trouver une solution n'y parviennent pas.

Les raisons de cette impuissance sont innombrables : une fois la dégradation brutale de la notation du Portugal, une autre réside dans les difficultés du gouvernement allemand à dépasser les obstacles politiques, et peut-être même constitutionnels, qu'il rencontre, une autre encore se trouve dans l'échec d'un projet élaboré par de grands intervenants financiers mais qui ne trouve pas les soutiens nécessaires.

Mais toutes ces raisons se résument en fait à une seule : l'absence d'une vision claire des enjeux portée par des hommes politiques engageant leur crédit pour permettre de dépasser les difficultés immédiates. Vision claire : l'euro doit survivre à cette crise et lui survivra. Il en sortira même renforcé : les instruments qui manquaient à ce projet sans précédent d'une zone monétaire sans Etat et sans budget ont déjà commencé à être élaborés.

Des premiers pas ont été accomplis tout au long de la gestion de la crise : dans la douleur, certes, chaque obstacle a été franchi, et à chaque fois le projet commun des Européens a survécu, et des solutions ont été trouvées avec des innovations majeures. La nécessité a fait loi, et la coordination des politiques économiques qui aurait dû, dès l'origine, accompagner le pacte de stabilité s'est renforcée.

Sans l'euro et sans l'Europe, le sort de tous aurait été bien pire. Les nouveaux instruments communautaires mis en place devraient démontrer la capacité des institutions à faire face aux défis.

Vision claire : les Etats doivent garantir les dépôts des particuliers. Chacun doit pouvoir avoir confiance en sa banque. Mais ce n'est pas aux contribuables de payer pour les investissements des institutions financières qui ont cru pertinent d'acheter de la dette grecque, ou des obligations de banques qui se sont avérées fragiles, ou ont même fait défaut comme cela a été le cas en Irlande ou en Islande.

Les institutions financières ont pris des risques ; cela fait partie de leur métier. Leurs actionnaires, les porteurs des obligations qu'elles ont émises doivent porter leur part du fardeau. Cela doit être fait sans menacer la stabilité du système, certes, mais cela doit être fait.

Vision claire : la régulation ne peut plus être cantonnée à un cadre national. Ni le Conseil de l'euro ni la Banque centrale européenne (BCE) n'ont su prévenir la montée des risques et d'un endettement privé devenu souvent excessif. La crise aura permis que se mette en place une première étape de régulation réellement européenne des banques et des marchés financiers. Il faut lui donner les moyens de réussir dans la durée, et de contribuer à une meilleure régulation mondiale de la finance.

Vision claire : la crise apprend à qui en doutait qu'on ne peut vivre indéfiniment au-dessus de ses moyens, et que cela s'applique aussi aux Etats. La réduction des déficits devra avoir lieu. Mais elle doit être maîtrisée, avec un horizon de temps réaliste, des étapes clairement marquées, et ne pas se donner des objectifs intenables qui détruirait sa crédibilité, parce qu'ils ne pourraient durablement avoir le soutien des populations et de leurs représentants élus.

Vision claire : tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut sur la dette grecque doit l'être. Personne ne saurait aujourd'hui en maîtriser les conséquences. Et n'oublions jamais que ce sont les Grecs eux-mêmes qui en souffriraient les premiers. La solidarité européenne suppose la participation des Etats et des institutions financières à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette.

Reconnaissons que certaines dettes, comme la grecque, valent et vaudront moins cher que d'autres. Cela se traduira tôt ou tard par des pertes comptables pour les investisseurs, ce qui est la contrepartie normale des rémunérations élevées qu'ils ont perçues en achetant des dettes plus risquées que d'autres. Ce fait est acquis.

Ce qu'il faut, c'est que ces pertes de valeur permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette. D'où l'importance des mécanismes allant dans ce sens, comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur.

Ces principes sont simples. Si les principaux responsables politiques de l'Union européenne les adoptent, si les Etats, la Commission, le Fonds monétaire international (FMI) les appliquent, des solutions pourront être trouvées. C'est ce à quoi nous les appelons solennellement. L'Europe, tous ses citoyens peuvent sortir renforcés de la crise actuelle. Il y suffit d'une vision claire et partagée pour guider l'action.

Sont également signataires de ce texte : Gilles de Margerie et Stéphane Boujnah pour "*En temps réel*" ; Yves Bertoncini pour "*Notre Europe*".

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne (1985-1994) **Felipe Gonzalez**, ancien président du gouvernement espagnol (1982-1996) **Romano Prodi**, ancien président de la Commission européenne (1999-2004) et ancien président du conseil italien (1996-1998 puis 2006-2008) **Etienne Davignon**, ancien vice-président de la Commission européenne (1981-1985) et **Antonio Vitorino**, ancien commissaire européen (1999-2004) et président de "Notre Europe" depuis juin 2011.

Jacques Delors, Felipe Gonzalez, Romano Prodi, Etienne Davignon et Antonio Vitorino

Article paru dans l'édition du 16.07.11

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.

Les Echos 15 juillet 2011

Crise: d'ex-dirigeants européens appellent à "une vision claire pour l'euro"

Cinq anciens dirigeants européens ont appelé les responsables de l'UE à adopter "une vision claire pour l'euro" qui, seule, lui permettra de sortir renforcé de la crise actuelle, dans une tribune publiée dans le quotidien français *Le Monde* à paraître samedi. L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors, l'ancien chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzales, l'ancien président du Conseil italien et de l'exécutif communautaire Romano Prodi, le Belge Etienne Davignon, ancien vice-président de la Commission, et l'ancien commissaire portugais Antonio Vitorino critiquent "l'absence d'une vision claire des enjeux portée par des hommes politiques engageant leur crédit pour permettre de dépasser les difficultés immédiates".

Selon eux, avoir une "vision claire", c'est faire en sorte que les Etats garantissent les dépôts des particuliers. Mais "les institutions financières ont pris des risques" et "doivent porter la part du fardeau (...) sans menacer la stabilité du système", estiment-ils. "Tout ce qui peut être fait pour éviter un défaut de la dette grecque doit l'être", jugent-ils, appelant les Etats et les institutions financières "à des solutions qui permettent d'alléger le fardeau des citoyens des pays qui ont émis la dette".

Ils prônent notamment la mise en place de mécanismes allant dans ce sens, "comme les rachats, sur fonds communautaires ou internationaux, d'une partie des dettes souveraines les plus décotées, pour les annuler, et faire bénéficier le pays concerné de cette perte de valeur".

Avoir une vision claire suppose aussi, selon eux, de mettre en place durablement une régulation à l'échelle européenne.

Par ailleurs, "la réduction des déficits devra avoir lieu. Mais elle doit être maîtrisée, avec un horizon de temps réaliste", affirment les signataires du texte.

Si les principaux responsables politiques de l'Union européenne, la Commission et le Fonds monétaire international (FMI) adoptent "ces principes simples", "des solutions pourront être trouvées", estiment-ils

France 5 - C dans l'air

20/07/2011

Angela et Sarko ont-ils sauvé l'euro ?

Yves Bertoncini a participé à l'émission C dans l'air de France 5 aux côtés du journaliste Laurent Bazin et des invités suivants : Philippe Dessertine (économiste) Jean-marc Daniel (professeur d'économie) et Alexias Kefalas (journaliste franco-grecque). Il est intervenu sur la crise de la zone euro et la situation en Grèce.



Résumé de l'émission :

Alors que l'Allemagne et la France annoncent avoir une position commune après une réunion hier, les membres de la zone euro se rencontrent à Bruxelles. Un rendez-vous de la dernière chance pour trouver un accord sur l'aide à la Grèce et enrayer la crise de la monnaie.

A l'issue de sept heures de discussions "très serrées", selon des membres de la délégation française, la chancelière allemande et Nicolas Sarkozy, en présence du président de la Banque centrale européenne, se sont entendus sur les modalités d'un nouveau plan d'aide à Athènes.

Les décisions du couple franco-allemand n'ont pas été révélées, pour en laisser la primeur aux autres dirigeants de la zone euro, réunis cet après-midi à Bruxelles. Mais selon des sources européennes, elles devraient inclure un soutien financier plus important qu'en 2010 du Fonds européen de stabilité financière et du Fonds monétaire international.

Si dans un premier temps, une participation du secteur financier privé, sous la forme d'une taxe, avait été envisagée, elle semble aujourd'hui être exclue. Pour éviter un défaut de paiement de la Grèce, Angela Merkel et le chef de l'Etat français auraient opté pour le rachat de sa dette avec défaut sélectif, évaluée à quelque 115 milliards d'euros.

Une solution radicale alors que les marchés, peu rassurés par la publication des tests de résistance des banques européennes - 8 ont échouées sur 90 -, restent fébriles. Et ce, d'autant que ce mois-ci, les Etats-Unis frôlent à nouveau le défaut de paiement et que les agences de notation ont dégradé la note souveraine du Portugal et de l'Irlande, et font pression sur l'Espagne et l'Italie.

Une faillite de la Grèce pourrait avoir dans ce contexte un effet boule de neige sur ces pays, et d'autres de l'UE économiquement plus ou moins fragiles. Un risque qu'il est urgent et impératif de traiter, selon José Manuel Barroso. Reste aux dirigeants européens à s'allier autour d'un ou de scénarios de sortie de crise : rééchelonnement des remboursements, renouvellement des prêts, refinancement, défaut de la dette, sortie de la zone euro, taxe bancaire... Et qu'ils soient entendus par les places boursières.